

# Culture et communication : programme minimum

À quatre mois des élections présidentielles, les questions audiovisuelles demeurent le parent pauvre de la campagne qui s'annonce. Revue de détails des projets des principales formations politiques en matière de cinéma et de communication.

Fabrice Leclerc

**T**rop souvent, dans la vie politique, on prépare d'un côté un projet économique et social, et de l'autre un projet culturel, que l'on habille généralement de grandes professions de foi (...). Mais celles-ci sont tellement déconnectées de la réalité qu'au bout du compte il ne se passe jamais rien, ou si peu." C'est ce que déclarait Nicolas Sarkozy en janvier dernier lors d'une convention de l'UMP sur la Culture organisée en grande pompe à Paris. La chose n'est pas nouvelle mais elle demeure d'actualité. Comme on avait pu déjà le remarquer lors de la dernière course à l'Élysée en 2002, les questions culturelles en général et d'audiovisuel en particulier pourraient encore faire défaut dans le programme des candidats. "C'est encore trop tôt", notent certains observateurs, arguant que les formations politiques sont encore pour la plupart au stade de l'élaboration de leur projet. Mais à voir le peu d'engouement des partis à évoquer les questions culturelles sur leur site internet (les mots "culture" ou "médias" en sont virtuellement absents), et les demandes d'information être poliment réceptionnées mais sans lendemain, on doute que le fossé se comble d'ici au premier tour de scrutin.

Pourtant, des contacts ont d'ores et déjà été engagés, des groupes de réflexion et de travail (les "think tank") regroupent responsables politiques et professionnels du secteur. Mais le constat de l'un d'eux est pessimiste: "À droite comme à gauche, il est patent que les

politiques n'ont toujours pas intégré les questions sociales, économiques et stratégiques du secteur." Exception faite du projet du Parti socialiste (dont le chapitre culturel est néanmoins des plus succincts), qui a déjà été rendu public, c'est donc du côté des discours, rapports internes et argumentaires distillés par les formations politiques et les candidats potentiels que l'on trouve les grandes lignes de leur futur programme (*cf. encadré ci-contre*).

Il y a tout d'abord cette proposition de Nicolas Sarkozy de refondre le ministère de la Culture. Afin d'augmenter le budget du ministère, le candidat UMP souhaiterait regrouper la direction des Médias, la Culture et l'Éducation sous l'égide d'un seul ministère. "Grâce à cela, la Culture bénéficiera d'un budget renforcé, de capacités stratégiques supérieures et son poids politique sera incontournable", expliquait-il en janvier.

## Définir les mécanismes de financement les plus efficaces

Pour sa principale concurrente, Ségolène Royal, la culture est "un domaine essentiel car je considère que le chef de l'État a une responsabilité particulière en la matière. Il est le garant de sa présence dans l'ensemble de l'action gouvernementale." Et la candidate socialiste de proposer dans un argumentaire interne une vaste consultation des collectivités et des professionnels, pour définir, domaine par domaine, les mécanismes de financement les plus efficaces. "L'objectif sera une plus grande clarté et une approche plus large et plus ambitieuse

du champ culturel.” Mais déjà, les différences se font jour entre la candidate et son parti, la première déclarant que le fameux 1% du budget dévolu à la Culture “n’est plus le seul indicateur pertinent pour refonder, comme j’en ai le projet, la politique de l’État”.

Sur certaines questions plus spécifiques (la sortie de TF1 du capital de France 24, défendue à gauche comme à droite), le constat est le même et les solutions préconisées parfois proches. Chacun des candidats considère ainsi que la télévision publique ne joue pas assez son rôle de vecteur de la culture. Ségolène Royal, qui rejoint d’ailleurs sur ce point les positions défendues par François Bayrou, candidat de l’UDF, est on ne peut plus claire : “Il est grand temps de remettre France Télévisions au service du public, avec une réduction de la publicité, compensée par une taxation des recettes publicitaires des chaînes privées.”

La réforme du CSA est aussi très en vogue dans les différents projets. UDF et PS veulent ainsi que les membres de cette instance soient désignés par la représentation nationale à une majorité des deux-tiers. Au Parti communiste, on réfléchit même à une nouvelle instance élargie au public.

### **PS et PC pour une taxation des FAI**

Du côté du cinéma, le système d’aide français semble faire l’unanimité. Mais chacun voudrait l’améliorer. L’UMP évoque ainsi des aides à la création à destination des agences indépendantes composées en priorité d’artistes, de professionnels et de représentants du public. En contrepartie, “le gouvernement doit fixer des objectifs d’intérêt général en termes de diversité, de publics visés, et de succès auprès du public”, note Nicolas Sarkozy. Sur la question sensible d’internet et du respect du droit d’auteur, Ségolène Royal préfère botter en touche après avoir soulevé la polémique en mai dernier en militant pour la li-

cence globale : “La loi DADVSI a montré au sein même de notre parti la difficulté à trouver les bons équilibres. Le débat devra être repris”, avance-t-elle timidement. François Bayrou évoque, lui, “une évaluation indépendante du texte de loi”. Socialistes et communistes militent en revanche pour une taxation des fournisseurs d’accès à internet.

Propos tièdes encore sur les questions de concentration dans les médias (Lionel Jospin en avait fait un cheval de bataille lors de sa conquête de Matignon,

avant d’y renoncer) même si le problème des intermittents fait ressurgir des clivages plus traditionnels, la candidate du PS indiquant que “l’existence spécifique des annexes 8 et 10 doit être garantie par la loi”.

Que restera-t-il de ces déclarations d’intention dans les programmes ? Les semaines à venir le diront, même si pour l’heure on se soucie davantage de savoir qui s’installera en mai rue de Valois (les noms de Christophe Girard ou Jean-Jack Queyranne sont les plus cités à gauche, celui d’Hugues Gall à droite). Co-responsable, avec Philippe Chazal, du Club Galilée, cellule indépendante de réflexion sur l’audiovisuel composée de professionnels, Olivier Zegna-Rata souligne “l’importance de travailler ensemble dès maintenant afin que les politiques prennent conscience des enjeux du secteur. Au moment où le pétrole se raréfie, nous ne manquons pas d’idées et de talents qui ne demandent qu’à exister et s’exporter”.

Dans le même ordre d’idée, la Scam et la SADC organiseront lors du prochain Fipa à Biarritz un débat sur les enjeux culturels et audiovisuels de cette campagne présidentielle. Boîtes à idées et autres lobbies ont quatre mois pour se faire entendre dans le brouhaha des grands débats et des petites phrases... ■

## Les projets de programmes de quatre formations politiques

### PC

- Création d'un pôle public et d'un Conseil supérieur des médias.
- Renouvellement conditionné de l'autorisation d'émettre de TF1.
- Réforme de l'actionariat des groupes privés de communication.
- Taxation de 5% des dépenses de publicité.
- Fonds de soutien audiovisuel alimenté par une taxe sur les entreprises qui exploitent les ressources hertziennes.
- Taxation des FAI.

### PS

- Mise à contribution des FAI, opérateurs de téléphonie, etc.
- Redéfinition du cahier des charges et des contrats d'objectifs et de moyens des chaînes publiques.
- Taxation des recettes publicitaires des chaînes privées en faveur de l'audiovisuel public.
- Réforme du CSA, dont les membres seront élus par le Parlement.
- Garantie de l'existence des annexes 8 et 10 par la loi.

### UDF

- Extension de la mission du CSA, dont les membres seront élus par le Parlement, à la presse écrite.
- Loi garantissant la séparation des pouvoirs politique, économique et médiatique.
- Refonte du service public audiovisuel.
- Évaluation indépendante de la récente loi DADVSI.
- Application du taux réduit à 5,5% de la TVA sur le disque et la vidéo.

### UMP

- Regroupement de la direction

des médias et des ministères de la Culture et l'Éducation nationale sous l'égide d'un seul ministère.

- Renforcement de la programmation culturelle sur les chaînes publiques aux heures de grande écoute.
- Attribution des aides à la création à des agences indépendantes composées d'artistes, de professionnels et du public.
- Redistribution d'une partie des crédits du compte de soutien en fonction des recettes à l'exportation.

## Dominique Wolton,

**Chercheur au CNRS, spécialiste des médias\***

“La culture a toujours été réduite à une simple question budgétaire”

► **Comment expliquer le désintérêt des politiques sur les questions culturelles et de communication ?**

C'est un phénomène qui perdure. Il s'explique par le fait que les questions culturelles ont toujours été réduites à une simple politique budgétaire. Les élites actuelles n'ont jamais vraiment compris la nécessité d'une politique audiovisuelle alors qu'aujourd'hui culture et communication sont précisément des enjeux primordiaux dans le cadre de la mondialisation. La France, pays multiculturel, ne veut pas le voir.

► **Les enjeux du futur dans la culture et la communication ne sont quasiment jamais évoqués...**

Les dirigeants sont à la traîne en matière culturelle par manque de réflexion, et ce, malgré quelques mesures “Ripolin” ici et là. Ils sont

certes attirés par les nouvelles technologies

mais n'en comprennent pas les enjeux profonds. La politique reste réduite à un jeu des lobbies où le plus important demeure quand même le journal de 20h de TF1.

► **Enfin, culture et médias ne les intéressent pas fondamentalement ?**

J'imagine que certains doivent penser qu'une politique audiovisuelle s'appréhende en trois jours ! Ces dossiers doivent pourtant être fortement repensés. Au niveau local, européen et mondial, la culture est en effet un enjeu incontournable.

**Propos recueillis par F. L.**

\* auteur de *Demain la francophonie* (Éd. Flammarion, 2006) et *Sauvez la communication* (Éd. Champ Flammarion, à paraître en janvier 2007).

